

Suite à l'élection historique du 4 novembre aux Etats-Unis, tous les regards sont fixés sur le Président élu **BARACK OBAMA** pour voir quels seront les changements lorsqu'il prendra ses fonctions en janvier. La nouvelle de la victoire du Sénateur Obama lui a valu des félicitations



d'un large éventail d'écologistes et de dirigeants du monde entier. Yvo de Boer, Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) qui a pour tâche d'œuvrer pour arriver à un accord inclusif, complet et susceptible d'être ratifié lors de la conférence d'importance capitale prévue en décembre 2009, a déclaré qu'il « était très encouragé » par la position de Barack Obama au sujet du réchauffement de la planète. Selon le Ministre allemand des affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, le monde devrait collaborer plus étroitement dans le domaine de l'environnement afin de parvenir à un «New Green Deal» après la victoire des élections; quant au Premier Ministre canadien Stephen Harper, il a exprimé l'espoir de travailler avec le Président élu à un accord nord-américain visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement du globe. D'après les déclarations qu'il a faites pendant la campagne, le nouveau Président s'écartera radicalement des politiques américaines actuelles en matière de climat et d'énergie pour créer une économie verte et « donner aux Etats-Unis un rôle de chef de file dans le domaine des changements climatiques ». Il propose notamment de fixer l'objectif de réduction des émissions des Etats-Unis aux niveaux de 1990 d'ici à 2020 et d'arriver à 80 % d'ici à 2050, en utilisant un système de plafonnement du commerce des émissions. Il n'a pas non plus l'intention d'attendre que les géants industriels émergents comme la Chine et l'Inde commencent à agir; il insistera peut-être, cependant, sur le fait qu'ils ne devraient pas

tarder à prendre eux-mêmes des engagements contraignants. Une autre de ses propositions est un programme Energie propre de 150 milliards de dollars échelonné sur dix ans, avec notamment un objectif de 10 % de la production d'électricité à partir de sources renouvelables d'ici à 2012 et de 25 % d'ici à 2025, ce qui devrait permettre de créer 5 millions d'emplois.

Une autre élection qui a fait date de l'autre côté de la planète est celle de **MOHAMED NASHEED** à la présidence des Maldives. Son intention de créer « un fonds souverain » avec les revenus tirés du tourisme, afin d'acheter des terres pour que les 300 000 habitants des 1 200 îles et atolls coralliens qui forment les Maldives puissent construire de nouveaux foyers face à la montée du niveau de la mer, a été l'une de ses premières déclarations. « Nous ne voulons pas quitter les Maldives, mais nous ne voulons



pas non plus nous transformer en réfugiés du climat et vivre sous une tente pendant des décennies», a-t-il dit. « Nous ne pouvons rien faire pour arrêter nous-mêmes les changements climatiques; il nous faut donc acheter des terres ailleurs. C'est une police d'assurance pour le pire ». La plus grande partie des Maldives étant située à 1,50m au-dessus du niveau de la mer, c'est un risque plus que probable. L'Inde et le Sri Lanka sont au nombre des pays envisagés à des fins de réimplantation; ils ont une culture, une cuisine et un climat semblables au nôtre. L'Australie serait aussi une possibilité.

Le nom de la province de Bamiyan en Afghanistan a été connu du monde entier en 2001 lorsque deux sculptures bouddhiques, taillées dans la façade d'une falaise de grès et inscrites au Patrimoine mondial de l'Humanité, ont été détruites par le Gouvernement des Talibans. Sept ans plus tard, cette province



marquera positivement un point avec la création du premier parc national du pays, Band-e Amir, qui comprend cinq lacs spectaculaires dans l'Hindu Kush. C'est **HABIBA SARABI**, première femme gouverneur d'Afghanistan nommée par le Président Hamid Karzai en 2005, qui a pris l'initiative de protéger les ressources naturelles fragiles du pays et d'en faire prendre conscience à sa population. Ayant précédemment occupé les postes de Ministre de la condition féminine et de Ministre de la culture et de l'éducation, Sarabi espère que le tourisme pourra aider à relancer le développement de l'une des provinces les plus pauvres de l'Afghanistan.

C'est vraiment peu dire que **T. BOONE PICKENS** est audacieux. Le milliardaire du pétrole devenu environnementaliste a fait des vagues aux Etats-Unis en annonçant qu'il investirait une partie importante de sa fortune tirée du pétrole dans l'énergie éolienne. « N'allez pas croire que je sois devenu écolo! Mon travail consiste à faire de l'argent et, à mon avis, il y a beaucoup,



beaucoup à gagner dans ce secteur », a-t-il déclaré. Pickens a dernièrement commandé 667 turbines à General Electric sur les 2 000 et plus qu'il envisage d'acheter pour le parc

éolien le plus grand du monde au Texas. Une fois terminé, ce projet de 10 milliards de dollars devrait produire 4 000 mégawatts de puissance – soit à peu près autant qu'une centrale à charbon qui fournirait 7 % des besoins en électricité d'un pays comme le Royaume-Uni. Pendant la campagne électorale des Etats-Unis, Pickens a présenté un plan qui demande à l'Amérique de produire 20 % de son énergie électrique à partir de sources renouvelables, de faire passer son parc automobile au gaz naturel et d'étendre les forages en pleine mer. « J'ai été dans le pétrole toute ma vie, mais cette fois-ci il s'agit d'une crise dont nous n'arrivons pas à nous sortir » affirme l'homme de l'Oklahoma, que l'on peut toujours citer.

**ANNIE LEONARD**, activiste américaine, fait campagne avec passion contre l'absurdité du gaspillage. En 2007, plus de 3 millions de personnes dans le monde entier ont regardé son documentaire percutant, *The Story of Stuff*, qui explique la durée du cycle de vie de nos produits. Avec humour et clarté, le film explique



d'où vient tout ce que nous consommons, quelles sont les ressources utilisées pour créer ces produits, ce qui arrive lorsque nous nous en débarrassons et quelles sont les personnes dont leur production empoisonne la vie. Leonard a passé les 20 dernières années à sensibiliser le public aux problèmes de santé et de justice au niveau de l'environnement — elle assure la coordination de *Global Alliance for Incinerator Alternatives (GAIA)* (Alliance mondiale pour des solutions de rechange aux incinérateurs), est membre du Conseil d'administration du Forum international sur la mondialisation et de celui du *Environmental Health Fund* (Fonds pour la santé de l'environnement), et elle a précédemment travaillé avec Greenpeace International.